

PREFECTURE DE L'ALLIER

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction
de l'Administration Générale
et de la Réglementation
2ème Bureau

N° 1334 /83

ARRETE PREFECTORAL

relatif aux mesures de police applicables
sur l'Aérodrome de MOULINS-MONTBEUGNY

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DE L'ALLIER,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code des Communes ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le Code de l'Aviation Civile ;

Vu le Code des Douanes ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code des P. et T. ;

Vu la loi n° 72-1138 du 22 Décembre 1972 relative à la compétence territoriale du Ministère Public et des juridictions répressives sur certains aérodromes ;

Vu le décret n° 6°-652 du 28 Juin 1960 portant organisation des services extérieurs métropolitains de l'Aviation Civile, modifié par le décret n° 73-287 du 13 Mars 1973 ;

Vu le décret n° 74-78 du 1er Février 1974 relatif aux attributions des Préfets en matière de maintien de l'ordre sur certains aérodromes ;

Vu le décret n° 73-1007 du 31 Octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 74-77 du 1er Février 1974 relatif à la police de l'Aérodrome qui autorise la création de secteurs à l'intérieur des zones publiques et réservées (article R.213-3 et R.213-4) ;

Vu l'arrêté du 27 Décembre 1977 autorisant la création de l'aérodrome de MOULINS-MONTBEUGNY ;

Vu l'arrêté du 14 Décembre 1981 de M. le Préfet de Région, Commissaire de la République de la Région Auvergne ouvrant à la circulation aérienne publique l'Aérodrome de MOULINS-MONTBEUGNY ;

.../...

Vu la convention article L.221-1 du Code de l'Aviation Civile en date du 6 Décembre 1979 entre l'Etat et la Chambre de Commerce et d'Industrie de MOULINS-VICHY relative à l'aménagement de l'aérodrome ;

Vu la circulaire ministérielle AC 48 DBA en date du 28 Août 1975 relative aux arrêtés préfectoraux fixant les mesures de police applicables sur les aérodromes ;

Vu la circulaire ministérielle AC 49 DBA du 28 Août 1975 relative à la délivrance des titres d'accès sur les aérodromes ;

Vu l'instruction n° 497 SGAC/CAB/D du 27 Février 1974 relative à la mise en oeuvre des mesures de sûreté sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté n° 7608/81 du 30 Novembre 1981 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de MOULINS-MONTBEUGNY ;

Vu l'avis du Directeur Régional des Douanes ;

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de l'Allier ;

Vu l'avis du Délégué Régional de l'Aviation Civile pour l'Auvergne ;

Vu l'avis du Commissaire Divisionnaire, Chef du Secteur Sud-Est de la Police de l'Air et des Frontières de la Zone Sud-Est ;

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Aviation Civile ;

Vu l'avis du Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Allier ;

Vu l'avis du Directeur Départemental de la Protection Civile ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 7608/81 du 30 Novembre 1981 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de MOULINS-MONTBEUGNY est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

TITRE 1er

DELIMITATION DES ZONES

Article 2 - Limites des zones constituant l'aérodrome

L'ensemble des terrains constituant l'aérodrome de NOULINS-NONTBEUGNY est divisé en deux zones

- une zone publique,
- une zone réservée dont l'accès est soumis à des règles particulières et à la possession de titres spéciaux.

Les limites de ces zones sont figurées au plan annexé au présent arrêté. Elles font l'objet d'une signalisation particulière.

Article 3 - Zone publique

La zone publique comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle est composée d'un secteur "aéroportuaire" et d'un secteur "arrière port".

Le secteur "aéroportuaire" comprend

- a) les locaux de l'aérogare de passagers accessibles au public,
- b) les parcs de stationnement pour véhicules ouverts au public,
- c) les routes et voies ouvertes à la circulation publique.

Le secteur "arrière port" comprend la base de loisirs. Il est constitué par :

- a) les terrains et installations de toutes natures situés de part et d'autre de la voie publique d'accès aux bâtiments techniques et d'accueil,
- b) le bâtiment affecté au logement du gardien et au logement des stagiaires,
- c) les accès à ces terrains, installations ou bâtiments,
- d) l'espace boisé, l'étang et leur voie d'accès, situés dans la partie sud de l'emprise de l'aérodrome, entre la zone réservée et le CD 286, dont l'accès est soumis à l'autorisation préalable du gestionnaire.

Article 4 - Zone réservée

La zone réservée comprend :

1 - l'aire de mouvement

- l'aire de mouvement destinée aux manoeuvres des aéronefs à la surface comprend :
 - = l'aire de manoeuvre composée de la piste 08/26, de la bande planeurs accolée et des voies de circulation réservées aux aéronefs et leurs zones de servitude,
 - = les aires de trafic (aires de garage et d'embarquement),
 - = les surfaces encloses par ces ouvrages.

2 - Secteurs sous contrôle

Les secteurs sous contrôle sont composés :

- des salles de départ et d'arrivée de l'aérogare de passagers et de ses abords.

- des locaux utilisés pour l'expédition et l'entreposage du fret,
- des aires où s'effectuent les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et du fret.

3 - Secteurs des bâtiments et installations techniques

Les secteurs des bâtiments et installations techniques comprennent :

- les bâtiments et installations utilisés pour assurer le contrôle de la sécurité de la circulation aérienne et abritant le matériel de lutte contre l'incendie,
- Les hangars et installations industrielles utilisés par les usagers (hangars de la zone aviation générale, d'affaires et commerciale et hangars de la zone planeurs),
- Les installations de stockage et de pompage destinées à permettre l'avitaillement des aéronefs en carburant,
- et, d'une manière générale, toutes les installations existantes ou à venir concourant à l'exploitation technique et commerciale de l'aéroport qui nécessitent une protection particulière.

TITRE II

CIRCULATION DES PERSONNES

Article 5 - Circulation en zone publique

Les heures d'ouverture de la zone publique sont fixées par le gestionnaire.

L'accès à certains bâtiments, locaux ou installations se trouvant en zone publique ainsi qu'à leurs voies de desserte, peut être réglementé pour des raisons relatives à la sécurité ou à l'exploitation par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile Sud-Est ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE".

Le gestionnaire de l'aérodrome peut, si les circonstances l'exigent, interdire totalement ou partiellement l'accès de la zone publique au public et aux véhicules quels qu'ils soient, ou limiter l'accès de certains locaux aux personnes dont la présence se justifie par une obligation professionnelle. Il devra aviser immédiatement le service chargé de la police de la zone publique des mesures qu'il aura prises.

Le gestionnaire de l'aérodrome peut également subordonner l'accès ou l'utilisation de certaines parties de la zone publique au paiement de redevances appropriées au service rendu. Il en est ainsi de la zone affectée à la base de loisirs dont l'accès et l'utilisation feront l'objet d'une réglementation particulière établie par la CCI en accord avec le Chef du District Aéronautique "AUVERGNE".

Toutes les personnes appelées à travailler en permanence dans la zone publique doivent être munies d'une carte professionnelle délivrée par le Chef de District Aéronautique.

.../...

Article 6 - Circulation en zone réservée

Seules les personnes suivantes sont admises à circuler en zone réservée :

1° Agents titulaires d'une commission

Les agents des douanes, de la police et de la gendarmerie ayant droit de réquisition pour l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les agents des Services de l'Administration de l'Aviation Civile.

2° Autres agents

Les agents des Services de l'Equipement

3° Personnels de la Chambre de Commerce et d'Industrie de MOULINS-VICHY, et des usagers de l'aérodrome

Ces personnels munis de leurs titres d'accès sont autorisés à pénétrer dans la zone réservée pour l'exercice de leurs fonctions respectives.

Les personnes admises à pénétrer et à circuler en zone réservée en raison de leurs fonctions doivent être munies, suivant le cas, de l'un des titres d'accès suivants :

- carte permanente de circulation,
- carte professionnelle d'accès,
- laissez-passer.

4° Membres des Associations Aéronautiques, équipages et passagers

Les membres des Associations Aéronautiques munis de leurs cartes à jour d'affiliation,
Les passagers des avions particuliers, lorsqu'ils ont placés sous la conduite de leur pilote,
Les membres d'équipage des aéronefs publics, militaires ou privés, munis de leur licence en cours de validité sont autorisés à pénétrer dans la zone réservée pour se rendre directement des installations à l'avion et vice versa, en empruntant les accès aménagés à cet effet ; ils ne doivent séjourner dans la zone réservée que le temps nécessaire à leur embarquement ou débarquement.

Les titres permettant d'accéder à la zone réservée doivent être présentés à toute réquisition des agents chargés de la police de l'aérodrome.

La circulation des personnes ayant accès à la zone réservée de l'aérodrome est soumise aux conditions fixées tant par les règlements de la circulation aérienne que par les mesures particulières d'application édictées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile Sud-Est ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE".

Article 7 - Circulation sur l'aire de mouvement

L'accès à l'aire de mouvement est strictement réservé aux personnels de sécurité, de surveillance et d'entretien spécialement habilités à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur une piste ou une voie de circulation, les personnels de dépannage sont autorisés à accéder à l'aire de mouvement après accord du Chef de District Aéronautique.

Les agents des douanes et de la police peuvent accéder à l'aire de mouvement dans la mesure requise par l'exercice de leurs fonctions avec l'accord du Gestionnaire de l'Aérodrome.

Lors des séances de vol à voile ou d'aéromodélisme, les participants, membres des associations munis de leurs carte d'affiliation à jour, seront autorisés à pénétrer sur l'aire de mouvement après accord et sous la conduite et l'autorité du responsable préalablement désigné par le Chef de District Aéronautique. Leur présence sur l'aire de mouvement sera strictement limitée au temps nécessaire à la mise en oeuvre des appareils et à leur dégagement.

TITRE III

CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Chapitre 1er - Dispositions générales

Article 8 - Conditions de circulation

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant dans les limites de l'aérodrome sont tenus d'observer les règles générales de circulation édictées par le code de la route.

Ils doivent également se conformer à la signalisation existante et obtempérer aux injonctions que peuvent leur donner le gestionnaire de l'aérodrome, les fonctionnaires de la police, les militaires de la gendarmerie, les agents des douanes et les agents de la DGAC habilités.

Article 9 - Conditions de stationnement

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet, tant dans la zone publique que dans la zone réservée. Tout stationnement est interdit en dehors de ces emplacements.

La durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière, annoncée par une signalisation appropriée.

Le Directeur de la Région de l'Aviation Civile Sud-Est ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE" fixe :

- les limites des parcs publics,

- les emplacements affectés aux véhicules de service et aux véhicules des personnels travaillant sur l'aérodrome,
- Les emplacements spéciaux affectés aux taxis, voitures de louage, voiture de remise et véhicules de transport en commun

ainsi que les conditions d'utilisation de ces différents emplacements.

L'usage des parcs de stationnement des véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, aux voitures de louage, aux voitures et aux véhicules de transport en commun peut être subordonné au paiement d'une redevance.

Le gestionnaire de l'aérodrome peut faire procéder à l'enlèvement des véhicules en stationnement irrégulier aux risques et périls de leur propriétaire. Ces véhicules sont placés en un lieu fixé par le gestionnaire de l'aérodrome. Ils ne seront rendus à leur propriétaire qu'après remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour l'emplacement occupé.

Article 10- Conditions générales d'accès en zone réservée

Sont seuls autorisés à circuler, dans tout ou partie de la zone réservée, dans les conditions définies aux chapitres II et III du présent titre :

1° les véhicules et engins spéciaux suivants :

- a) les ambulances, véhicules de lutte contre l'incendie et véhicules de dépannage appelés par le Gestionnaire de l'aérodrome,
- b) les véhicules des services de police, de gendarmerie et des douanes,
- c) les véhicules des services de l'Administration de l'Aviation Civile, de l'Equipement ainsi que ceux du gestionnaire,
des Services
- d) les véhicules chargés de l'entretien et de la surveillance des plates-formes,
- e) les véhicules des organismes utilisateurs agréés et des sociétés de distribution de carburants pour l'aviation.

2° Les véhicules privés dont les occupants sont munis d'un titre d'accès ou d'un laissez-passer spécial et les voitures escortées.

Les véhicules et engins spéciaux mentionnés aux alinéas a), b), c) et d) ci-dessus sont autorisés à circuler dans tous les secteurs qui composent la zone réservée, à la condition de se conformer aux dispositions particulières prévues aux chapitres II et III ci-dessous et relatives à la circulation et au stationnement sur l'aire de mouvement et sur les aires de trafic.

Article 11 - Règles spéciales de circulation en zone réservée

Les conducteurs doivent faire preuve de toute la prudence rendue nécessaire par les risques particuliers inhérents à l'exploitation de l'aérodrome.

La vitesse est limitée de telle façon que le conducteur reste maître de son véhicule. Elle ne doit en aucun cas être supérieure aux limitations fixées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE".

Les conducteurs sont également tenus de laisser, dans tous les cas, la priorité aux avions et d'obéir aux injonctions données à cet effet par le Gestionnaire de l'aérodrome.

Chapitre II - Dispositions spéciales à la circulation
et au stationnement sur l'aire de mouvement
(y compris ses zones de servitudes)

Article 12 - Accès des véhicules

Seuls sont autorisés à circuler sur l'aire de mouvement et ses zones de servitudes

- les véhicules et engins spéciaux mentionnés aux alinéas a), b), c) et d) de l'article 9 ci-dessus.
- si la demande le justifiait, les véhicules munis d'un damier orange et blanc de 30 centimètres de côté.

Les damiers sont délivrés par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant qualifié. Ils sont répertoriés et affectés à des véhicules déterminés.

Article 13 - Circulation et stationnement

La circulation et le stationnement sur les pistes et voies de circulation ainsi que dans leurs zones de servitude sont subordonnés à une autorisation qui doit être demandée au gestionnaire de l'aérodrome.

Aucun véhicule ne doit être laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de mouvement.

Article 14 - Autorisation de conduire

La conduite d'un véhicule, engin ou matériel sur l'aire de mouvement est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par le Gestionnaire qui peut s'assurer, par un examen, que le candidat conducteur connaît les règles de circulation et de stationnement sur l'aire de mouvement et possède les aptitudes physiques requises.

Article 15 - Contrôle de la circulation

Le contrôle de la circulation sur l'aire de mouvement et dans ses zones de servitude est assuré par le gestionnaire de l'aérodrome, par la gendarmerie et par la police.

Toute infraction constatée peut entraîner le retrait temporaire ou définitif du titre d'accès à la zone réservée sur l'aérodrome.

Article 16 - Manoeuvre des aéronefs

Le déplacement des aéronefs, tractés ou non tractés, sur l'aire de mouvement est subordonné à une autorisation du gestionnaire.

Chapitre III - Dispositions spéciales relatives à la circulation et au stationnement sur les aires de trafic et de garage

Article 17 - Accès des véhicules

Sont seuls autorisés à circuler sur les aires de trafic et de garage ainsi qu'à traverser les voies de circulation qui leur sont contiguës :

- Les véhicules et engins spéciaux mentionnés aux alinéas a), b), c), et d) de l'article 09 ci-dessus,
- les véhicules mentionnés à l'alinéa e) du même article, spécialement autorisés à cet effet,
- les véhicules munis d'un laissez-passer temporaire.

Article 18 - Autorisation de circuler - Délivrance - Dérogations

L'autorisation de circuler sur les aires de trafic peut donner lieu au paiement d'une redevance. Si la demande le justifiait, il pourrait être établi un système de délivrance de disques spéciaux à fixer sur les véhicules. Cette autorisation est matérialisée par la délivrance d'un disque de couleur jaune numéroté dont les dimensions et les caractéristiques sont fixées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE" et d'une attestation écrite portant le nom du propriétaire, le numéro du disque et d'immatriculation du véhicule.

Les disques et les attestations sont délivrés par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant qualifié. Ils sont répertoriés et affectés à des véhicules déterminés.

Le disque doit être placé de façon apparente à l'avant du véhicule. L'attestation doit être conservée à l'intérieur du véhicule et présentée à tout contrôle.

Sont dispensés du port du disque :

- Les véhicules équipés d'une liaison radiophonique bilatérale avec le service d'exploitation,
- les véhicules ou groupes de véhicules convoyés par une voiture du contrôle de piste,
- les véhicules mentionnés à l'alinéa a) de l'article 9 appelés par le gestionnaire

Des autorisations temporaires d'une durée maximale d'un mois peuvent être délivrées par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant qualifié. Elles sont matérialisées par la délivrance d'un disque blanc et d'une attestation écrite sur laquelle est portée la durée de la validité. Les autorisations temporaires doivent être présentées à tout contrôle.

Article 19 - Autorisation spéciale de conduire

La conduite d'un véhicule, engin ou matériel sur les aires de trafic est subordonnée à une autorisation préalable délivrée dans les conditions prévues à l'article 13, le candidat devant apporter la preuve de sa connaissance des règles de circulation et de stationnement sur les aires.

Article 20 - Règles spéciales de circulation et de stationnement

Les conducteurs des véhicules, engins et matériels doivent observer les règles du code de la route, étant toutefois précisé que l'usage des feux de route est interdit en toutes circonstances. La vitesse doit être limitée de façon telle que le conducteur reste constamment maître de son véhicule. Elle ne doit, en aucun cas, ni sur les aires ni sur les routes en bordure des aires, dépasser les limitations de vitesse fixées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE".

Les déplacements des véhicules autorisés doivent être limités aux besoins du service.

La justification de la présence de tout véhicule en un point quelconque des aires peut toujours être exigée de son conducteur ou de son occupant, exception faite pour les véhicules mentionnés aux alinéas a), b) et c) de l'article 9 ci-dessus.

Les conducteurs sont tenus de laisser, en toutes circonstances, la priorité aux aéronefs et aux passagers et de se conformer aux règles spéciales de circulation et de stationnement fixées par le Directeur Régional de l'Aviation Civile SUD-EST ou par son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE", aux instructions du gestionnaire de l'aérodrome, de la police et de la gendarmerie.

Aucun véhicule, engin ou matériel ne doit être laissé en stationnement sans surveillance sur les aires de trafic à l'exception de ceux qui sont rangés sur des emplacements de garage ou d'attente prévus à cet effet.

Tout véhicule, engin ou matériel abandonné en dehors de ces emplacements pourra être enlevé d'office, aux risques et périls de son propriétaire, dans les conditions prévues à l'article 8.

En aucun cas le gestionnaire de l'aérodrome ne pourra être tenu comme responsable des accidents ou dommages que pourraient provoquer ou subir des véhicules, engins ou matériels abandonnés.

Article 21 - Surveillance de la circulation et du stationnement sur les aires de trafic

Sur les aires de trafic, et les routes de circulation qui leur sont contiguës, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules et engins ainsi que des agents autorisés à les conduire est assurée par le gestionnaire de l'aérodrome, par la gendarmerie et par la police.

Toute infraction constatée dans l'exécution de ces opérations peut entraîner le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation de conduire et/ou du titre d'accès à la zone réservée de l'aérodrome.

TITRE IV

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Chapitre Ier - Dispositions générales

Article 22 - Protection des bâtiments et installations

Chaque hangar, bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé, par l'occupant, de dispositifs de protection contre l'incendie : extincteurs, caisses de sable, pelles, gaffes... dont la quantité, les types et les capacités doivent être en rapport avec l'importance et la destination des locaux.

Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Le gestionnaire de l'aérodrome, chargé de la sécurité contre l'incendie, doit s'assurer du respect de ces obligations et imposer la mise en place des équipements de sécurité nécessaires.

Tout occupant doit s'assurer que son personnel connaît le maniement des extincteurs de premier secours disposés dans les locaux qui lui sont affectés.

Il est formellement interdit d'utiliser les bouches d'incendie et autres moyens de secours pour un usage autre que la lutte contre l'incendie.

Il est interdit d'apporter des modifications aux installations électriques et aux fusibles.

Les matériaux combustibles inutilisés, tels que les emballages vides, doivent être évacués dans les meilleurs délais.

Il est interdit de conserver des chiffons gras ou des déchets inflammables dans des récipients combustibles et non munis de couvercles ou ayant contenu des produits combustibles.

Article 23 - Dégagement des accès

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments doivent être dégagées de manière à permettre l'intervention rapide contre l'incendie.

.../...

Les bouches d'incendie et leurs abords, ainsi que les différents regards de visite, quelle que soit leur nature, doivent être dégagés et accessibles en permanence.

Dans les bâtiments et hangars, les accès aux robinets d'incendie armés, aux colonnes sèches, aux organes de commande des installations fixes de lutte contre l'incendie et, en général, à tous les moyens d'extinction, doivent rester dégagés en permanence.

Les marchandises et objets entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, ateliers, hangars, etc...doivent être rangés avec soin, de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation et ne constituent pas un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie.

Article 24 - Chauffage

L'utilisation des poêles à combustibles liquides ou gazeux est subordonnée à une autorisation préalable du gestionnaire qui fixe les directives de sécurité à respecter.

Les utilisateurs doivent veiller, avant de quitter les locaux, à ce que tous les appareils de chauffage soient éteints. Ils doivent s'assurer qu'aucun risque d'incendie n'est à craindre, en particulier avec les radiateurs ou matériels électriques.

Article 25 - Conduits de fumée

Les occupants sont tenus de procéder au moins une fois par an au ramonage de leurs installations. Les cheminées des fourneaux des restaurants, cantines et bars doivent être ramonées mensuellement. Les filtres à graisse installés sur l'extraction des cuisines doivent être nettoyés fréquemment.

Article 26 - Permis de feu

Il est interdit d'allumer des feux à flamme nue, d'utiliser des appareils à flamme nue tels que des lampes à souder, chalumeaux etc...sans l'accord préalable du gestionnaire.

Article 27 - Stockage des produits inflammables

Le stockage des carburants et de tous autres produits inflammables ou volatiles doit s'effectuer dans des citernes enterrées. Tout autre mode de stockage est subordonné à une autorisation du gestionnaire.

Il est formellement interdit de constituer à l'intérieur des baraques ou bâtiments provisoires, des dépôts de produits ou de liquides inflammables tels que : essence, benzine, etc..., supérieurs à 10 litres au total.

Dans les locaux où les produits inflammables sont normalement employés (ateliers de peinture, salles de nettoyage, ronéotypes, etc...), la quantité de ces produits admise dans le local est celle qui est nécessaire à une journée de travail.

Tous ces produits doivent être enfermés dans des bidons ou des boîtes métalliques hermétiques et placés en dehors de la pièce où ils sont normalement utilisés. Leur transvasement est interdit à l'intérieur de ces locaux.

Chapitre II - Précautions à prendre
à l'égard des aéronefs et des véhicules

Article 28 - Interdiction de fumer

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes dans les hangars recevant des aéronefs, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables, à moins de quinze mètres des aéronefs, camions citernes et soutes à essence ainsi que sur les aires de trafic.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de trafic et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

Article 29 - Dégivrage des aéronefs

Le dégivrage des aéronefs à l'aide de produits inflammables ne peut être effectué qu'après autorisation du Gestionnaire de l'Aérodrome.

Article 30 - Avitaillement des aéronefs en carburant

Les sociétés distributrices de carburants et le gestionnaire sont tenus de se conformer strictement aux règles de sécurité édictées par la circulaire du Ministre des Transports n° AC 13 du 20 août 1969.

TITRE V - PRESCRIPTIONS SANITAIRES

Article 31 - Dépôt et enlèvement des ordures, des déchets industriels et des matières de décharge

Tout dépôt d'ordures ou de matières de décharge est interdit aux abords de l'aérogare, des hangars et de leurs annexes et, d'une manière générale, aux abords de tout bâtiment. Le gestionnaire de l'aérodrome peut désigner des emplacements spéciaux à cet effet.

Les ordures doivent obligatoirement être mises dans des conteneurs d'un type agréé par le gestionnaire de l'aérodrome qui fait procéder à leur enlèvement. Le tri des matières déposés dans les conteneurs est interdit.

Les décharges des déchets industriels destinés à la récupération donnent lieu à une autorisation préalable du gestionnaire de l'aérodrome qui fixe notamment les conditions de stockage et de récupération.

Les décharges des déchets industriels ne pouvant donner lieu à récupération sont interdites. Ces déchets doivent être évacués par les usagers de l'aérodrome dans les délais les plus brefs.

Les matières présentant un danger particulier doivent être séparées des ordures et déchets industriels et faire l'objet d'un traitement particulier selon les instructions données par le gestionnaire de l'aérodrome.

Article 32 - Nettoyage des toilettes d'avions

Le nettoyage des toilettes d'avions ne peut être effectué que par un organisme agréé par le gestionnaire de l'aérodrome, à l'aide de véhicules spécialement aménagés à cet effet et dans les conditions exigées par la réglementation en vigueur.

Article 33 - Rejet des eaux résiduaires

Les usagers sont tenus de se conformer aux dispositions de l'instruction ministérielle du 06 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes en application de la loi du 19 décembre 1917, modifiée.

Article 34 - Substances et déchets radioactifs

Les substances ou déchets radioactifs doivent être évacués dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral en date du 8 Mai 1970 portant règlement sanitaire départemental.

TITRE VI

CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE

Article 35 - Autorisation d'activité

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par le gestionnaire de l'aérodrome et pouvant donner lieu au paiement d'une redevance.

Article 36 - Autorisation d'emploi

Les exploitants autorisés ne pourront employer que des personnels auxquels une autorisation spéciale d'emploi aura été accordée par le gestionnaire de l'aérodrome.

TITRE VII

POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

Article 37 - Interdictions diverses

Il est interdit :

- 1° de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupements ;
- 2° de pénétrer ou de séjourner dans la zone réservée avec des animaux, même s'ils ne sont pas en liberté.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux animaux transportés dans les aéronefs, à condition d'être accompagnés et tenus en laisse, en cage ou en sac.

- 3° de procéder à des quêtes, sollicitations, offres de services, distributions d'objets quelconques ou de prospectus à l'intérieur de l'aérodrome sauf autorisation spéciale délivrée par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant après avis, selon le cas, du responsable local de la police, de la douane et de la gendarmerie.

4° de procéder à des prises de vues commerciales, techniques ou de propagandes, sauf autorisation spéciale délivrée dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Article 38 - Conservations du domaine de l'aérodrome

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des débris ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Article 39 - Mesures anti-pollution

La mise en oeuvre des matériels et équipements particulièrement bruyants, y compris les essais de moteurs d'avions et le fonctionnement de moteurs auxiliaires, ainsi que toute activité susceptible de provoquer une pollution peuvent faire l'objet de mesures édictées par le gestionnaire de l'aérodrome.

Article 40 - Fauchage, culture et pacage

A l'exception des services d'entretien de l'aérodrome, peuvent seuls procéder à des travaux de fauchage ou de culture, ou faire paître des animaux, les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire de terrains nus réservés à cette destination, qui leur auront été accordées par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant qualifié.

Les personnes autorisées sont tenues de se conformer aux règles générales de circulation en zone réservée et à celles imposées par le gestionnaire dont elles devront recueillir l'accord pour pénétrer sur les aires de mouvement.

Article 41 - Exercice de la chasse

L'exercice de la chasse dans l'enceinte de l'aérodrome est subordonné à une autorisation spéciale délivrée par le gestionnaire de l'aérodrome ou son représentant qualifié en accord avec le Chef de District Aéronautique.

Article 42 - Stockage de matériaux et implantation de bâtiments

Les stockages volumineux de matériaux et objets divers, les implantations de baraques ou abris sont interdits, sauf autorisation écrite du gestionnaire de l'aérodrome ou de son représentant qualifié.

Si l'autorisation est retirée ou dès que sa durée a pris fin, le bénéficiaire doit procéder à l'enlèvement des matériaux, objets, baraques ou abris, selon les prescriptions et dans les délais qui lui ont été impartis. A défaut d'exécution, le gestionnaire de l'aérodrome ou ses représentants peuvent procéder d'office à leur enlèvement aux frais, risques et périls de l'intéressé.

Article 43 - Conditions d'usage des installations

Le gestionnaire de l'aérodrome doit publier les conditions d'usage des installations et notamment rappeler aux usagers, les règles gouvernant sa responsabilité, tant par des affiches apposées dans les lieux appropriés que par des dispositions insérées dans les contrats d'occupation ou sur les tickets remis aux occupants.

Les dommages causés aux usagers à l'occasion de la circulation et du stationnement des personnes, des véhicules, des engins, des matériels et des marchandises peuvent ouvrir droit à réparation selon le régime de responsabilité dont ils relèvent.

TITRE VIII

SANCTIONS PENALES

ARTICLE 44 - Constatation des infractions et sanctions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures particulières d'application fixées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE", conformément à l'article R.213-6 du Code de l'Aviation Civile, sont constatées par des procès-verbaux qui sont transmis à l'autorité chargée des poursuites.

TITRE IX

DISPOSITIONS SPECIALES

ARTICLE 45 - Application de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté concernant la circulation des personnes et des véhicules dans la zone réservée de l'aérodrome sont applicables sur les chemins d'accès et dans l'enceinte des aides radioélectriques ou électriques à l'atterrissage situés en dehors de l'emprise de l'Aérodrome.

Installation radioélectrique BB VOR sise sur le territoire de la Commune de MONTBEUGNY lieudit "Les Bruyères de Charnay".

ARTICLE 46 - Publication du nouvel arrêté

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Allier et affiché sur l'Aérodrome ainsi que dans les Mairies des Communes limitrophes de l'Aérodrome (MONTBEUGNY, TOULON-sur-ALLIER, YZEURE.)

ARTICLE 47 - Application du présent arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST, le Délégué Régional de l'Aviation Civile pour l'Auvergne, le Directeur Départemental de l'Equipeement de l'Allier, le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Allier, le Commissaire Divisionnaire, Chef du Secteur Sud-Est de la Police de l'Air et des Frontières, le Directeur Régional des Douanes, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de MOULINS-VICHY, les Maires des Communes de MONTBEUGNY et de TOULON-sur-ALLIER, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MOULINS, le

14 MARS 1983

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

M. HACENE

Pour ampliation
l'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau



Michel PONZIO